

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

CRÉDIT MODERNE ANTILLES GUYANE

Société Anonyme au capital de 18 727 232 Euros
Siège social : rue René Rabat, ZI de Jarry 97122 Baie Mahault
341 891 653 R.C.S. Pointe à Pitre

I. — Compte de résultat au 31 décembre 2016.

	<i>(En Euros.)</i>	31/12/2016	31/12/2015	Annexe
+	Intérêts et produits assimilés	41 223 293,42	40 462 276,27	Réf. annexe III-(1)
	Intérêts et charges assimilés	-7 742 889,36	-8 791 930,14	Réf. annexe III-(1)
+	Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	15 796 770,63	15 814 548,72	
	Charges sur opérations et crédit-bail et assimilées	-13 027 204,17	-11 985 665,50	
+	Produits sur opérations de location simple			
	Charges sur opérations de location simple			
+	Revenus des titres à revenu variable	832 200,00	1 906 337,74	Réf. annexe III-(2)
+	Commissions (produits)	236 592,89	972 894,18	Réf. annexe III-(3)
	Commissions (charges)	-274 984,94	-267 549,94	Réf. annexe III-(3)
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
+	Autres produits d'exploitation bancaire	14 423 173,61	13 308 368,01	Réf. annexe III-(4)
	Autres charges d'exploitation bancaire			
=	Produit net bancaire	51 466 952,08	51 419 279,34	
	Charges générales d'exploitation	-20 320 202,03	-19 870 135,00	Réf. annexe III-(5)
	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-387 853,41	-391 418,58	
=	Résultat brut d'exploitation	30 758 896,64	31 157 725,76	
	Coût du risque	-2 879 645,87	-7 681 506,72	Réf. annexe III-(6)
=	Résultat d'exploitation	27 879 250,77	23 476 219,04	
+/-	Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0,00	
=	Résultat courant avant impôt	27 879 250,77	23 476 219,04	
+/-	Résultat exceptionnel	-81 671,28	-65 663,00	
	Impôt sur les bénéfices	-9 243 269,00	-8 013 392,00	Réf. annexe III-(7)
+/-	Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	142 248,21	54 817,42	
=	Résultat net	18 696 558,70	15 451 981,46	

II. — Bilan au 31 Décembre 2016.

(En Euro.)

Actif	31/12/2016	31/12/2015	Annexe
Caisse, banque centrale, CCP			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	39 869 658,19	44 323 848,35	Réf. annexe II-(1)
Créances sur la clientèle	558 190 261,60	514 908 420,11	Réf. annexe II-(2)
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme :			

Parts dans les entreprises liées	3 572 423,56	3 572 357,55	Réf. annexe II-(14)
Crédit-bail et location avec option d'achat	30 741 977,66	28 705 746,41	Réf. annexe II-(4)
Location simple			
Immobilisations incorporelles	685 349,98	748 050,07	Réf. annexe II-(5)
Immobilisations corporelles	500 926,14	624 776,82	Réf. annexe II-(5)
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	402 885,71	1 772 142,74	Réf. annexe II-(6)
Comptes de régularisation	15 144 360,49	14 472 899,76	Réf. annexe II-(7)
Total de l'actif	649 107 843,33	609 128 241,81	

Hors bilan	31/12/2016	31/12/2015
Engagements reçus :	0	0
Engagements de financement		
Engagement de garantie		
Engagement sur titres		

Passif	31/12/2016	31/12/2015	Annexe
Banque centrale, C.C.P.			
Dettes envers les établissements de crédit	593 449 805,20	541 845 511,27	Réf. annexe II-(1)
Operations avec la clientèle	2 074 272,87	1 388 683,66	
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	10 280 816,37	10 346 794,28	Réf. annexe II-(8)
Comptes de régularisation	3 793 464,15	3 835 376,86	Réf. annexe II-(9)
Provisions pour risques et charges	1 660 798,38	1 962 338,83	Réf. annexe II-(11)
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux			
Capitaux propres hors FRBG	37 848 686,36	49 749 536,91	Réf. annexe II-(12)
Capital souscrit	18 727 232,00	18 727 232,00	
Primes d'émission	10 910 294,45	10 910 294,45	
Réserves	-10 593 803,32	4 422 191,33	
Ecarts de réévaluation			
Provisions réglementées. Subventions d'investissement	86 039,41	228 287,62	Réf. annexe II-(13)
Report à nouveau (+/-)	22 365,12	9 550,05	
Résultat de l'exercice (+/-)	18 696 558,70	15 451 981,46	
Total du passif	649 107 843,33	609 128 241,81	

Hors bilan	31/12/2016	31/12/2015
Engagements de financement		
Engagement donné pour les garanties d'ordre de la clientèle	43 058 387,98	41 747 938,90
Engagement de garantie		
Garanties d'ordre de la clientèle	8 885,00	8 885,00
Cautions, avals, autres garanties reçus d'établissements de crédit	15 201,57	15 201,57
Engagement sur titres		

III. — Annexe.

I. — Principes et méthodes comptables.

Les comptes de Crédit Moderne Antilles Guyane présentés ci-après arrêtés au 31 décembre 2016 ont été établis conformément aux principes comptables généraux du n°91-01 du CRBF applicables en France aux établissements de crédit.

L'exercice social de la SA CMAG commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

1) Opérations avec la clientèle. — Les montants des crédits en cours incluent les encours douteux nets de dépréciations.

En application au règlement du Comité de la Réglementation Comptable ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au traitement comptable du risque de crédit, les différentes catégories d'encours sont les suivantes :

- Les encours sains qui se composent des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.
- Les encours restructurés sans impayés ou dont l'ensemble des impayés ont été régularisés qui constituent une sous catégorie des encours sains et qui se composent des créances ayant fait l'objet d'une renégociation liée à la situation financière du débiteur.
- Les encours douteux qui se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits dont le montant impayé dépasse deux échéances ou qui comportent une échéance de plus de deux mois de retard ou qui sont en attente d'un plan de rééchelonnement ou suite à l'identification d'un risque avéré de type redressement judiciaire. La classification en douteux d'une créance entraîne par contagion le déclassement dans cette catégorie de l'ensemble des encours relatif au débiteur.
- Les encours douteux compromis qui constituent une sous catégorie des encours douteux et qui se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits classés en douteux depuis plus d'un an, des créances contentieuses, des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

Des dépréciations sur base individuelle et collective sont constituées sur les crédits dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée au niveau individuel ou au niveau d'un portefeuille.

Constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés, la connaissance ou l'observation de toutes autres difficultés financières significatives de la contrepartie, les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « coût du risque ».

La provision pour décote des créances restructurées est également comptabilisée en coût du risque.

La reprise de l'effet d'actualisation figure au même titre que les intérêts en Produit Net Bancaire.

2) Enregistrement des produits et des charges. — Les intérêts et commissions assimilés sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté *prorata temporis*. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celle-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts (frais de dossier). Les coûts marginaux de transaction que la banque supporte à l'occasion de l'octroi d'un concours (commissions réglées aux intermédiaires qui transmettent les demandes de la clientèle) font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

3) Titres de participation. — Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition. Les participations détenues dans les sociétés financières pour plus de 10% du capital sont évaluées à la quote-part de l'actif net correspondant aux droits sociaux détenus.

Une dépréciation est constituée dès lors que le coût d'acquisition est supérieur à la valeur visée ci-dessus pour la catégorie du titre concerné.

4) Crédit bail. — Il s'agit des immobilisations nettes d'amortissements et des loyers impayés nets des dépréciations. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur brute de l'encours et la valeur actualisée au taux de rendement interne, des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

La durée d'amortissement pratiquée sur les principales catégories de matériels financés est de 4 ans.

L'encours douteux des opérations de crédit bail, de location avec option d'achat et de location longue durée comprend les échéances impayées des dossiers présentant au moins un loyer impayé depuis plus de trois mois. Des délais de déclassement plus courts peuvent être retenus, notamment pour les créances rendues exigibles ou dépréciées.

Les encours douteux compromis qui constituent une sous-catégorie des encours douteux se composent des créances contentieuses et des loyers impayés des dossiers classés en douteux depuis plus d'un an.

CMAG suit les préconisations du communiqué du CNC du 6 décembre 2005 ainsi que de l'avis 2006C du 4 octobre 2006 du Comité d'urgence relatifs aux modalités d'amortissement des immobilisations faisant l'objet d'opérations de crédit bail ou de location avec option d'achat et assimilées prévues aux articles 313-7 et 313-1 du code monétaire et financier.

5) Immobilisations. — Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont pratiqués suivant le système linéaire et selon les durées d'utilisation inscrites ci-dessous.

Logiciel acquis	1 à 3 ans
Immeubles	20 ans
Agencements, installations	5 à 8 ans
Véhicules	4 ans

Matériels de bureaux et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	8 ans

6) Créances et dettes envers les établissements de crédits. — Les créances et dettes envers les établissements de crédits sont présentées à leur valeur nominal, selon leur nature : créances et dettes à vue ou à terme.

Les intérêts courus sur ces créances et ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les créances et les dettes rattachées.

7) Impôts sur les sociétés. — En France, le taux normal de l'impôt sur les bénéfices est de 33 1/3 % auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3% qui a été instituée sur les résultats des exercices ouverts à compter du 1er Janvier 2000.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

Lorsque la période sur laquelle les produits et charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, le Crédit Moderne Antilles Guyane comptabilise un impôt différé.

Cet impôt différé est déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès que ces derniers ont été votés.

Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte s'il y a lieu de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

8) Provisions pour retraites. — Les engagements de retraite et assimilés sont évalués suivant des hypothèses actuarielles et sont provisionnés dans les comptes au titre du personnel en activité susceptible d'en bénéficier.

A compter du 1^{er} janvier 2014, le CMAG a appliqué de manière anticipée les dispositions de la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 07 novembre 2013 relative à l'évaluation et à la comptabilisation des engagements de retraite et assimilés qui permettent de se rapprocher en partie des dispositions de la norme IAS 19 révisée telle qu'adoptée par la Commission européenne en juin 2012. Ainsi, la méthodologie du « corridor » est abandonnée et les écarts actuariels sont désormais comptabilisés intégralement.

II. — Informations sur les comptes du bilan.

1) Informations relatives aux opérations de trésorerie et interbancaires :

Actif : Créances sur les établissements de crédit :

Actif	2016	2015
Comptes ordinaires	25 726 420	25 360 519
Comptes et prêts	13 720 000	18 420 000
Créances rattachées	423 238	543 329
Total	39 869 658	44 323 848

L'ensemble des comptes ordinaires et des créances rattachées présentent une maturité inférieure à 3 mois.

– Echancier des comptes et prêts au 31 décembre 2016(durées restant à courir, en Euros).

Total bilan	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
13 720 000		6 860 000	6 860 000	

Passif : Dettes envers les établissements de crédit :

Passif	2016	2015
Comptes ordinaires		15
Emprunts	592 620 000	540 820 000
Dettes rattachées	829 805	1 025 496
Total	593 449 805	541 845 511

L'ensemble des comptes ordinaires et des dettes rattachées présentent une maturité inférieure à 3 mois.

– Echancier des emprunts au 31 décembre 2016(durées restant à courir, en euros).

Total bilan	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
592 620 000	58 090 000	215 290 000	306 800 000	12 440 000

– Remboursements et nouveaux emprunts contractés sur l'exercice :

	2016
Remboursements	327 390 000,00
Nouveaux emprunts	379 190 000,00

2) Informations relatives aux opérations avec la clientèle.

Actif :

Actif	2016	2015
Encours sains	542 694 883	496 955 834
Encours sains restructurés	208 935	265 936
Commissions assimilables à des intérêts	2 878 730	3 341 227
Total encours sains	545 782 548	500 562 997
Valeurs non imputées		
Encours douteux	5 526 242	14 769 086
Encours douteux compromis	34 505 651	33 981 703
Total encours douteux	40 031 893	48 750 789
Provisions	-29 753 278	-36 441 487
Encours douteux net	10 278 615	12 309 302
Créances rattachées	2 129 098	2 036 121
Total	558 190 261	514 908 420

La régularisation d'un crédit stock client d'un montant de 6 702 234,68 € explique la baisse des encours douteux et des provisions en 2016.

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2016(durées restant à courir, hors créances rattachées, en Euros).

Total bilan	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
545 782 548	53 024 354	118 260 777	345 223 394	29 274 023

3) Dépréciation sur créances clients :

	31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016
Provisions	-36 441 487	-14 249 594	20 937 803	-29 753 278

4) Crédit bail et location avec option d'achat :

Crédit bail et LOA	Valeur nette au 31/12/2015	Acquisitions dotations	Cessions reprises	Valeur nette au 31/12/2016
Valeur brute	60 674 813	15 014 378	-13 399 448	62 289 743
Amortissements	-33 455 817	-10 675 183	11 183 936	-32 947 064
Valeur nette comptable	27 218 995	4 339 195	-2 215 511	29 342 679
Créances rattachées	76 322		-4 238	72 084
Créances douteuses	5 599 828		-759 876	4 839 952
Dépréciations pour créances douteuses	-3 720 772	-831 460	1 216 371	-3 335 861
Dépréciations des immobilisations ITNL	-468 627	-199 950	491 701	-176 876
Total	28 705 746	3 307 785	-1 271 553	30 741 978

5) Immobilisations corporelles et incorporelles :

	31/12/2015	Acquisitions dotations	Cessions reprises	31/12/2016
Corporelles :				
Valeur brute	6 797 965	78 599	-552 406	6 324 158
Amortissement	-6 173 188	202 450	552 406	-5 823 232
Valeur nette	624 777	123 851		500 926
Incorporelles :				
Immobilisations en cours	17 720	17 516		35 237
Valeur brute	2 120 358	107 003		2 227 360
Amortissement	-1 390 028	187 219		-1 577 247
Valeur nette	748 050	-62 700	0	685 350

6) Autres actifs :

Autres actifs	2016	2015
Dépôts et cautionnements	25 895	25 795
Personnel et organismes sociaux	58 559	73 649
Etats impôts sur les bénéfices		1 290 477
Tva sur facture à recevoir	14 902	50 108
Avances permanentes	289 863	278 232
Compte courant Neuilly Contentieux	-4 144	-7 908
Débiteurs divers	17 810	61 790
Total	402 886	1 772 143

7) Comptes de régularisation – actif :

	2016	2015
Divers produits à recevoir	11 237 859	10 181 063
Autres comptes de régularisations	3 906 501	4 291 837
Total	15 144 360	14 472 900

Les divers produits à recevoir sont constitués des produits d'assurance et de la quote-part de résultat sur la société en participation avec la SA CAFINEO.

Les autres comptes de régularisations sont principalement constitués du solde des impôts différés actifs d'un montant de 3 150 672 euros.

8) Autres passifs :

Autres passifs	2016	2015
Fournisseurs et comptes rattachés	4 902 597	5 749 707
Dépôts de garantie crédit bail	131 276	120 041
Personnel et dettes rattachées	3 451 437	3 236 927
Etat impôts et taxes et organismes sociaux	928 974	423 496
Créditeurs divers	866 532	816 624
Total autres passifs	10 280 816	10 346 794

Les impôts et taxes et organismes sociaux en 2016 sont principalement constitués du solde des impôts sur les sociétés d'un montant de 689 390,81 euros.

9) Compte de régularisation – passif :

	2016	2015
Produits/Charges constatés d'avance	1 973 436	1 981 157
Charges à payer	1 633 440	1 667 738
Autres comptes de régularisation	186 588	186 482
Total comptes de régularisation	3 793 464	3 835 377

10) Réserve latente et résultat financier :

Résultat financier	2016	2015
Encours financier	31 563 277	29 843 371
VNC des immobilisations louées	29 342 679	27 392 573
Ecart créances rattachées / compte de régularisation financier	138 419	226 947
Réserve latente brute	2 082 179	2 677 745
Impôts différés sur la réserve latente	-801 104	-1 006 157
Réserve latente nette exercice N	1 281 075	1 671 588
Réserve latente nette exercice N-1	1 671 588	2 466 660
Variation de réserve latente	-390 513	-795 072
Résultat net social	18 696 559	15 451 981
Résultat net financier	18 306 046	14 656 909

11) Provision pour risques et charges :

Provisions pour risques et charges	2015	Dotation	Reprise	2016
Provisions pour charges de retraite	947 313	342 768	388 263	901 818
Provision pour suspens	232 000	218 000	232 000	218 000
Provision pour URSSAF	149 000			149 000
Provision pour litige	634 026	391 980	634 026	391 980
Autres provisions pour risques et charges	1 015 026	609 980	866 026	758 980
Total	1 962 339	952 748	1 254 289	1 660 798

12) Evolution des capitaux propres (hors provisions réglementées) :

	31/12/2015	Affectation du résultat	Distribution	Autres mouvements	Résultat	31/12/2016
Capital	18 727 232					18 727 232
Réserve légale	1 872 723					1 872 723
Autres réserves	2 549 468		-2 516 472	-10 800		22 196
Primes d'émission	10 910 294					10 910 294
Report à nouveau	9 550	15 451 981	-15 449 966	10 800		22 365
Résultat	15 451 981	-15 451 981			18 696 559	18 696 559
Acomptes sur						
Dividendes versés			-12 488 723			-12 488 723
Total	49 521 249		-30 455 161		18 696 559	37 762 647

Le capital social est composé de 1.170.452 actions ordinaires de 16 Euros nominal. Le résultat de l'exercice 2016 de CMAG est de 18 696 558,70 Euros.

Approuvé et décidé par le Conseil d'Administration du 07/12/2016 et par l'Assemblée générale du 22 /12/2016,

Un acompte sur dividendes s'élevant à 12 488 722,84 euros au total et la distribution de réserves à prélever sur le compte « Réserves facultatives » pour un montant total de 2 516 471,80 Euros ont été mis en paiement au siège social avant le 31/12/2016. Le solde de la réserve 10 800,01 euros a été transféré en Report à nouveau.

13) Evolution des provisions réglementées :

	31/12/2015	Dotation	Reprise	31/12/2016
Provision pour investissements	228 288		142 249	86 039

La reprise de provision pour investissement constatée en 2016 correspond à la provision pour investissement comptabilisée pour l'exercice 2011.

14) Evolution des titres de participations.

Détail des titres de participation	31/12/2015	Acquisition de l'exercice	Cession de l'exercice	31/12/2016
CMA LEASE	152 358			152 358
CAFINEO	3 420 000			3 420 000
BANCO BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE S.A 13660		30		30
COFICA BAIL 13673		35		35
TEB TUKETICI FINANSMAN A.S. 43213		1		1
Total	3 572 358	66		3 572 424

15) Note sur le hors bilan. — Les engagements donnés à la clientèle correspondent principalement aux engagements de financement de l'activité prêts personnels.

III. — Informations sur le compte de résultat.

1) Charges et produits d'exploitation bancaire.

— Produits d'exploitation bancaire. — Les intérêts et produits assimilés se décomposent comme suit :

Intérêts et produits assimilés	2016	2015
Opérations avec les établissements de crédit	725 301	984 205
Opérations avec la clientèle	40 497 992	39 478 071
Total	41 223 293	40 462 276

Charges d'exploitation bancaire. — Les intérêts versés sont relatifs à des opérations effectuées avec des banques.

2) Revenus des titres a revenu variable :

Revenus des titres à revenu variable	2016	2015
Dividendes CAFINEO SA	832 200	1 906 072
Dividendes LEVAL 3		106
Dividendes AUTOP OI		30
Dividendes CMALEASE		
Dividendes LEVAL DEVELOPPEMENT		130
Total	832 200	1 906 338

Le CMAG détient 41,23% des actions de la SA CAFINEO société gérante de la société en participation avec CAFINEO.

3) Commissions :

Commissions produits	2016	2015
Commissions	236 593	972 894

Ces revenus sont constitués principalement des commissions interbancaires sur les retraits DAB et indemnités de report.

L'impact de l'étalement des frais de dossiers perçus en IAS d'un montant de - 697 011,59 euros explique la baisse des commissions en 2016.

Commissions charges	2016	2015
Commissions	274 985	267 550

Les commissions versées sont relatives à des opérations effectuées avec des banques.

4) Autres produits d'exploitation bancaire. — Sont notamment enregistrées dans ce poste :

- Les ristournes et commissions diverses rétrocédées par les compagnies d'assurances.
- Les quotes-parts de résultats de sociétés en participation.

Le CMAG s'est associé avec des partenaires dans le cadre de sociétés en participation. A ce titre, la société perçoit de celles-ci des produits qui rémunèrent ses apports aux opérations de crédit communes sous forme de quotes-parts de résultat. En contrepartie, elle enregistre directement dans ses comptes, sans passer par les résultats des sociétés en participation, les charges qui lui incombent au titre de la réalisation des apports.

Les encours gérés sont portés au bilan d'un autre associé de la société en participation ayant le statut d'établissement financier et détenue conjointement par CMAG et son partenaire.

Les produits dégagés par les opérations de crédit communes, c'est à dire la quote-part de résultat lui revenant, sont inclus dans les " Autres produits d'exploitation bancaire ".

Autres produits d'exploitation bancaire	2016	2015
Commissions d'assurances	9 451 046	8 868 252
Quote-part de résultat de la SEP avec CAFINEO	4 972 127	4 440 116
Total	14 423 174	13 308 368

5) Charges générales d'exploitation :

	2016	2015
Salaires et traitements	8 190 583	7 677 176
Charges sociales	3 789 458	3 503 006
Intéressement et Participation	1 068 564	989 071
Impôts, taxes assimilées sur rémunérations	456 266	407 490
Charges de personnel	13 504 871	12 576 743
Impôts et taxes	687 496	865 955
Locations	693 074	675 740
Rémunération d'intermédiaires		
Services extérieurs fournis par Sté groupe	1 538 259	1 390 114
Transport et déplacements	376 054	393 304
Autres services extérieurs	3 821 987	3 730 400
Services extérieurs	6 429 374	6 189 558
Dotations/Reprises de provisions	-301 540	237 879
Total	20 320 202	19 870 135

6) Coût du risque :

Coût du risque	2016	2015
Dotation aux provisions sur créances douteuses	-15 281 004	-24 351 257
Pertes sur créances irrécupérables	-10 553 757	-6 752 945
Reprises de provisions sur créances douteuses	22 645 876	23 005 656
Récupérations sur créances amorties	309 239	417 040
Total	-2 879 646	-7 681 506

La régularisation d'un crédit stock client d'un montant de 6 702 234,68 € explique la baisse du coût du risque en 2016. Cette régularisation suite à un règlement partiel du client de 3 645 680,80 € a généré une reprise de provision de 6 702 234,68 € et une perte de 3 056 553,88 €.

7) Impôts sur les sociétés :

	2016	2015
Impôts sur les bénéfices	-8 709 269	-7 886 392
Charges / Produits d'impôts différés	534 000	-127 000
	-9 243 269	-8 013 392

Les charges et produits d'impôts différés constatés correspondent aux impôts liés aux différences temporaires.

— L'analyse de la charge de l'impôt sur les bénéfices 2016 se traduit comme suit :

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt	Taux d'imposition
Résultat courant	27 879 251	8 709 269	31,24%
Résultat exceptionnel	-81 671	0	
Résultat comptable	27 797 580	8 709 269	31,33%

IV. — Informations complémentaires.

Proposition d'affectation du résultat. — Le résultat net de l'exercice de la société se traduit par un bénéfice de 18 696 558,70 € après impôt sur les sociétés.

Après adjonction du report à nouveau créditeur de 22 365,12 € constaté au 31.12.2016 le résultat à affecter s'élève à la somme de 18 718 923,82 €.

— Bénéfice à répartir :

Bénéfice net €	18 696 558,70 €
Report à nouveau créditeur disponible	22 365,12 €
Total à affecter :	18 718 923,82 €

— Emplois :

Dividendes	17 088 599,20 €
Report à nouveau	1 630 324,62 €
Total affecté :	18 718 923,82 €

— Effectifs :

Effectifs	2016	2015
Cadres	22	22
Employés et agents de maîtrise	135	133
Total	157	155

Rémunérations allouées aux dirigeants. — Eléments non fournis car cela aboutirait à communiquer les rémunérations individuelles.

Montant total des honoraires versés aux commissaires aux comptes : 82 230 € HT

— Créances et dettes avec les entreprises liées :

	2016	
	Créances	Dettes
Comptes ordinaires	21 141 158	
Comptes prêts/ emprunts	14 143 238	593 442 574
Autres actifs	285 720	

Charges à payer		2 009 440
Produits à recevoir	11 147 180	
Total	46 717 295	595 452 014

— Produits et charges avec les entreprises liées :

	2016	
	CHARGES	PRODUITS
Intérêts et charges assimilées	-7 742 889	
Dont entreprises liées	-7 742 806	
Charges générales d'exploitation	-20 320 202	
Dont entreprises liées	-2 944 253	
Intérêts et produits assimilés		41 223 293
Dont entreprises liées		725 301
Autres produits d'exploitation bancaire		14 423 174
Dont entreprises liées		14 423 174
Total entreprises liées	-10 687 059	15 148 475

Sont considérées comme entreprises liées toutes les entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans les comptes consolidés de BNP Paribas.

Société consolidante. — CMAG est consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas Personal Finance ayant son siège administratif au 20, avenue Georges Pompidou, 92300 Levallois-Perret, elle-même consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas ayant son siège 16 Boulevard des Italiens 75009 Paris.

Complément d'informations. — Le rapport de gestion est disponible au siège de la société : immeuble Sémaphore - Rue René RABAT - ZI de Jarry-97122 BAIE MAHAULT.

IV. — Procès verbal de l'assemblée générale mixte du 17 mai 2017

L'an deux mille dix-sept, le 17 mai à 16 heures.

Les Actionnaires de CREDIT MODERNE ANTILLES GUYANE (« la Société ») se sont réunis dans les locaux de BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE, 18 rue Baudin 92300 Levallois Perret en Assemblée Générale Mixte sur convocation faite par le Conseil d'Administration.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque Actionnaire participant à l'Assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel qu'en qualité de mandataire, le cas échéant.

En l'absence du Président du conseil d'administration, l'Assemblée désigne Mme Sonia OHANESSIAN Présidente de ladite assemblée.

La société BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE, représentée par Mme Sonia OHANESSIAN, ayant reçu pouvoir à cet effet, actionnaire présent et acceptant est appelée comme scrutateur.

M Benoit CRESPIY assure le secrétariat de la séance.

Le bureau est ainsi constitué.

Le Cabinet MAZARS, Commissaire aux Comptes de la société, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Le Cabinet DELOITTE & Associés, Commissaire aux Comptes de la société, régulièrement convoqué, représenté par M Marc ARHOUL participe à l'Assemblée par conférence téléphonique.

Le Comité d'entreprise, régulièrement convoqué et représenté par Mme Evelyne BAGASSIEN participe à l'Assemblée par conférence téléphonique.

L'Assemblée réunissant le quorum requis par la loi est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- La copie de la lettre de convocation adressée aux Actionnaires,
- La copie des lettres de convocation adressée aux Commissaires aux comptes,
- La copie de la lettre de convocation adressée aux représentants du Comité d'Entreprise,
- La feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau, à laquelle est annexé le pouvoir de représentation de BNP Paribas Personal Finance à Mme Sonia OHANESSIAN
- Le rapport de gestion du conseil d'administration,
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés au 31 décembre 2016,
- Les rapports des commissaires aux comptes (rapport sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016, le rapport spécial sur les conventions réglementées)
- Un exemplaire des statuts de la Société,
- Le texte des résolutions soumises à la présente Assemblée.

Le Président déclare que tous les documents prévus par la Loi ont été adressés ou tenus à la disposition des actionnaires dans les délais légaux et que la Société n'a été saisie d'aucune demande d'inscription à l'ordre du jour de nouveaux projets de résolutions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il rappelle que la présente Assemblée a été réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

- Rapport du conseil d'administration sur l'activité de la société au cours de l'exercice 2016;
- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016;
- Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les opérations visées à l'article L.225-38 du code de commerce ;
- Examen et approbation des comptes de l'exercice 2016 – affectation du résultat ;
- Mandat des commissaires aux comptes titulaires et suppléant ;
- Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités légales ;

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

- Modifications des statuts de la société.

Le Président, avec l'assistance du secrétaire, présente à l'Assemblée les comptes de l'exercice écoulé, le rapport du Conseil d'Administration et les rapports des Commissaires aux comptes.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

A titre ordinaire :

Première résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, approuve le rapport du Conseil d'Administration sur la situation et l'activité de la Société pendant l'exercice 2016 et toutes les opérations qui y sont mentionnées.

Elle prend acte du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels et en accepte les conclusions.

L'Assemblée Générale prend acte de l'absence de dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

L'Assemblée Générale approuve les comptes arrêtés au 31 décembre 2016 tels qu'ils lui ont été présentés et constate l'existence d'un bénéfice 18 696 558,70 euros.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'administration quitus de l'exercice de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

Deuxième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires et après lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce, prend acte qu'aucune convention de cette nature n'a été conclue au cours de l'exercice.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

Troisième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, constatant l'existence d'un bénéfice de 18 696 558,70 euros et d'un report à nouveau créditeur de 22 365,12 euros et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, approuve le projet d'affectation du résultat de l'exercice 2016 présenté par le Conseil et décide de l'affecter de la manière suivante :

— Bénéfice à répartir :

Bénéfice net	18 696 558.70 €
Report à nouveau créditeur disponible	22 365.12 €
Total à affecter	18 718 923.82 €

— Emplois :

Dividendes	17 088 599.20 €
Report à nouveau	1 630 324.62 €
Total affecté	18 718 923.82 €

Le dividende au titre de l'exercice 2016, revenant à chaque action est fixé à 14,6 Euros.

L'Assemblée rappelle que compte tenu du fait que 10,67 euros par action (soit au total 12 488 722,84 euros) ont déjà fait l'objet d'un acompte sur dividende par Décision du conseil d'administration en date du 07 décembre 2016; le solde du dividende à verser est de 3,93 euros par action (soit 4 599 876,36 euros au total).

La mise en paiement de ce dividende de 3,93 euros par action interviendra au plus tard le 1^{er} juin 2017.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3 2° du Code général des Impôts :

Il est indiqué qu'au cours des trois derniers exercices, les dividendes suivants ont été versés :

- Au titre de l'exercice 2015, 15 449 966,40 € de dividendes ont été versés ;
- Au titre de l'exercice 2014, 15 274 398,60 € de dividendes ont été versés ;
- Au titre de l'exercice 2013, 10 791 567,44 € de dividendes ont été versés.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

Quatrième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, procède au renouvellement en qualité de Commissaire aux comptes titulaire du mandat du Cabinet MAZARS, représenté par M Matthieu BROWN, pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à se tenir en 2023 sur les comptes 2022.

Néanmoins, compte tenu de la simplification du droit des sociétés, supprimant pour la Société l'obligation de nommer un commissaire aux comptes suppléant et le mandat de M BARBET-MASSIN venant à expiration ce jour, l'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, décide de ne pas renouveler son mandat.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

Cinquième résolution. — L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs aux Petites Affiches et à tout porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de ses délibérations pour effectuer les dépôts ou publications prescrits par la loi.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

A titre extraordinaire

Sixième résolution. — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, décide de modifier les statuts et sont ainsi modifiés :

L'Article 4 :

- Cet article est désormais rédigé comme suit :
- « Le siège social est fixé : rue René Rabat – ZI de Jarry à 97122 BAIE MAHAULT

Il pourra être transféré en tout autre lieu sur le territoire français par décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire ».

L'Article 17 :

- Cet article est désormais rédigé comme suit :
 - « Le contrôle des comptes de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes dans les conditions fixées par la loi et les règlements »
- Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède, il a été adressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Président,
Mme Sonia OHANESSIAN ;

Secrétaire,
M Benoit CRESPIY.

BNP PARIBAS Personal Finance :
Représentée par Mme Sonia OHANESSIAN,
Scrutateur ;

Certifié conforme par le secrétaire de séance.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2016.)

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CREDIT MODERNE ANTILLES GUYANE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Le provisionnement des risques de crédit et de contrepartie constitue un domaine d'estimation comptable significatif dans toute activité bancaire. Votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (paragraphe « Opérations avec la clientèle » et « Crédit-bail » de la note I de l'annexe, note II-2, note II-3, note II-4 et note III-6). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations individuelles et de portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 27 avril 2017.

Les commissaires aux comptes :

Mazars :
Matthew BROWN.

Deloitte & Associés :
Jean-Vincent COUSTEL.

1703147